

# GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

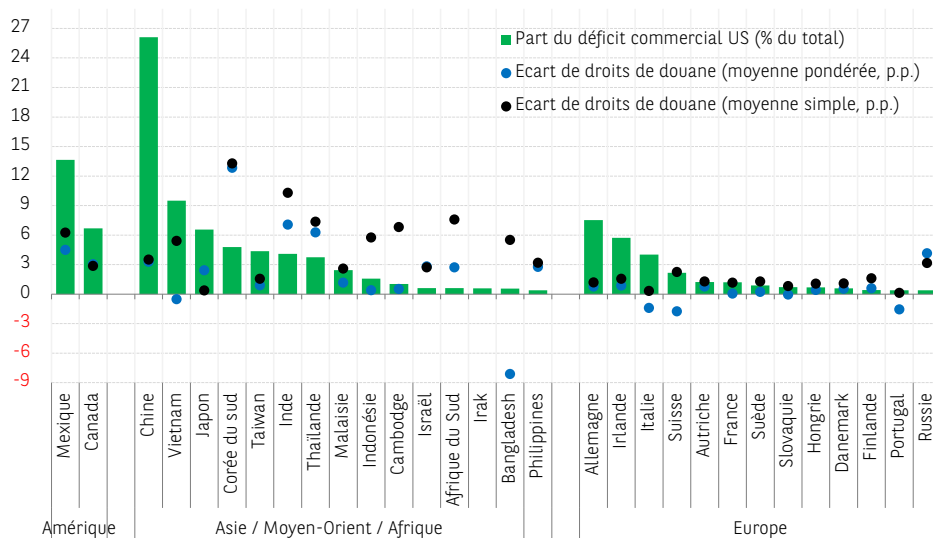
GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

20 février 2025

## ÉCARTS DE DROITS DE DOUANE, LES ÉTATS-UNIS SONT-ILS SI DÉSAVANTAGÉS QUE CELA ?

Guillaume Derrien

Écarts de tarifs douaniers entre les États-Unis et le reste du monde (2023)



Note : un marqueur en zone positive indique que le pays tiers impose des droits de douane plus élevés que ce que les États-Unis lui imposent.

Sources : WITS, BNP Paribas.

Pour réduire les déficits bilatéraux des États-Unis, sujet déjà évoqué dans un précédent Graphique de la Semaine<sup>1</sup>, l'administration Trump a élargi son angle d'attaque, en s'attaquant aux écarts de droits de douane, entre le pays et ses partenaires commerciaux. L'instauration de tarifs réciproques, encore à l'étude, serait précisée début avril. À première vue, c'est-à-dire avec une moyenne simple des tarifs (marqueur noir), donc non pondérée des échanges, les pays asiatiques – Corée du Sud, Chine, Inde, Thaïlande et Vietnam – pourraient être parmi les principaux pays visés, conjuguant des différentiels de tarifs douaniers élevés et des excédents commerciaux avec les États-Unis. Malgré le traité de libre-échange nord-américain (USMCA), qui exempte de tarifs douaniers une grande partie mais pas l'intégralité des biens échangés, le Mexique et le Canada affichent eux aussi un différentiel de tarifs positif. L'Allemagne et l'Irlande ont aussi été pointés du doigt, bien que l'écart moyen entre les tarifs soit modéré (une moyenne qui masque néanmoins des écarts sectoriels, notamment sur les échanges de produits chimiques ou laitiers dans le cas de l'Irlande, et dans l'automobile et l'aéronautique pour le cas de l'Allemagne).

La mesure pondérée (marqueur bleu) offre, dans certains cas, une vision différente du rapport de force. Le constat change surtout vis-à-vis des pays émergents : Vietnam en tête, où le différentiel passe de largement positif sur la mesure non pondérée (+5,4 p.p.) à négatif sur la mesure pondérée (-0,5 p.p.). L'écart se réduit aussi significativement dans le cas de l'Indonésie (de +5,8 p.p. à 0,4 p.p.), et dans une moindre mesure dans ceux de l'Inde et du Mexique.

<sup>1</sup> Voir BNP Paribas Graphiques de la semaine, [Offensive tarifaire américaine : une cartographie \(non-exhaustive\) des risques](#), 12 février 2025.

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



**BNP PARIBAS**

La banque  
d'un monde  
qui change

Comment expliquer ces différences ? Certains pays imposent en effet des droits de douane plus élevés sur certains biens, notamment sur les produits manufacturés, dans le but par exemple de protéger le développement de leurs industries. Or, ces biens ne constituent qu'une partie restreinte de leurs importations, tandis qu'ils importent davantage de produits intermédiaires ou de matières premières moins taxés à leur arrivée dans le pays<sup>2</sup>, ce dont bénéficient tout autant les États-Unis.

Le constat est différent pour les pays développés, qui échangent relativement plus de produits finaux avec les États-Unis, qui plus est, souvent sur des segments similaires, ce qui débouche sur des écarts entre droits de douane simples et pondérés moins importants. Le Japon et la Corée ressortent de fait plus exposés dans les deux cas, mais pour beaucoup d'autres pays, notamment les pays de la zone euro et le Royaume-Uni, les écarts sont assez réduits, voire parfois négatifs.

Tout ceci ne présage évidemment pas des décisions à venir de l'administration Trump, et un durcissement de la guerre commerciale laisse peu de place au doute. Néanmoins, la situation décrite par le Président américain, qui serait celle d'une concurrence outrageusement déloyale, apparaît bien plus nuancée lorsqu'on prend en compte la structure des échanges commerciaux.

[guillaume.a.derrien@bnpparibas.com](mailto:guillaume.a.derrien@bnpparibas.com)

<sup>2</sup> Si on prend l'exemple du Vietnam, et plus précisément les importations d'équipements et de machines électriques, qui représentaient en 2023 un quart du total des importations en provenance des États-Unis, les droits de douane non pondérés s'élevaient à 7,1% en 2023, mais la moyenne pondérée n'était que de 0,6%. En effet, une très large partie de ces importations sont des circuits intégrés pour lesquels aucun droit de douane ne s'appliquait (Source : WITS).



## ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

## ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

## ECOFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

## ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

## ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels

## ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

## ECOTV

Quel est l'évènement du mois ?  
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

## EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

**POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS**

**ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT**  
voir le site des études économiques

**ET**

**SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN**  
voir la page **linkedin** des études économiques

**OU TWITTER**  
voir la page **twitter** des études économiques



Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS  
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34  
Internet : [www.group.bnpparibas](http://www.group.bnpparibas) - [www.economic-research.bnpparibas.com](http://www.economic-research.bnpparibas.com)  
Directeur de la publication : Jean Lemierre  
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de déterminer une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES ÉCONOMIQUES



**BNP PARIBAS**

La banque  
d'un monde  
qui change